

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 09 989

Mis en ligne le 17...09...2026

MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ 2026 09 977 DU 10 SEPTEMBRE 2026 RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN ÉCHAFAUDAGE ET UTILISATION D'UN ENGIN DE LEVAGE AU DROIT DU BÂTIMENT EIFFAGE CONSTRUCTION PORTANT LE N°7 BOULEVARD DU CENTENAIRE À L'OCCASION DE TRAVAUX DE RÉFECTION TOITURE

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n°12 du 16 décembre 2025 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2026,

Vu la demande de l'entreprise BOURDET CHARPENTE (0748156693) sise 43 route du Sailhet - 65400 LAU BALAGNAS, relative à l'élévation d'un échafaudage et à l'utilisation d'un engin de levage au droit du bâtiment EIFFAGE CONSTRUCTION portant le n°7 boulevard du Centenaire, sur l'espace vert, à l'occasion de travaux de réfection de la toiture, du 21 septembre au 30 octobre 2026 inclus,

Vu la nouvelle demande du 16 septembre 2026 de l'entreprise BOURDET CHARPENTE de modification de l'arrêté 2026 09 977 du 10 septembre 2026 concernant les dates des travaux du 28 septembre au 30 octobre 2026 inclus.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Abrogation

L'article 1 de l'arrêté 2026 09 977 du 10 septembre 2026 est abrogé.

Article 2 - Autorisation

Du 28 septembre au 30 octobre 2026 inclus, l'entreprise BOURDET CHARPENTE (0748156693) est autorisée à occuper le domaine public au droit du bâtiment EIFFAGE CONSTRUCTION portant le n°7 boulevard du Centenaire, avec la mise en place d'un échafaudage contre la façade du bâtiment et l'utilisation d'un engin de levage, sur l'espace vert, à l'occasion de travaux de réfection de la toiture.

Un filet de protection sera mis en place contre la projection de matériaux sur les usagers de la voie publique.

Mise en place d'une zone de sécurité autour du chantier au moyen de grilles Heras.

A la fin du chantier, l'espace vert doit être remis à l'identique et les ornières réalisées avec les véhicules seront aplanies.

Article 3 - Circulation des piétons

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Article 4 - Redevance

Le bénéficiaire doit s'acquitter auprès du régisseur des droits et places, des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour travaux et chantiers d'un montant de 0,50€ par mètre carré et par jour.

Article 5 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas cacher les panneaux de signalisation servants à l'application de cet arrêté.

Article 6 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions précisés dans cet arrêté sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants et complétés par un flash de part et d'autre de l'échafaudage.

Mise en place de balises réfléchissantes signalant les pieds de l'échafaudage.

Mise en place d'une zone de sécurité autour du chantier au moyen de grilles Heras.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier la circulation des piétons sur le trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Pour tout échafaudage élevé, ne prenant pas en compte l'accès des riverains et des secours aux immeubles et la sécurité des piétons, la commune se réserve le droit d'exiger son démontage sans délai.

Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

Article 8 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 17 septembre 2026

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué,



Jean-Michel LABADY

Notifié le
☐ Par courrier recommandé envoyé le
☐ Par remise en main propre
☒ Par mail envoyé le 17/09/2026
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

